



*Les Notes Bleues de Bercy*

# LE BUDGET DE L'ÉTAT 2007

**EN QUELQUES CHIFFRES**



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

# Évaluation des recettes perçues par l'État en 2007

en millions €

## RECETTES FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Impôt sur le revenu	57 057
Impôt sur les sociétés (produit net)	45 905
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	18 005
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net)	133 486
Autres contributions fiscales	11 280
<b>Total des recettes fiscales nettes (A)</b>	<b>265 733</b>

## RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Exploitations industrielles et commerciales	9 899
Produits et revenus du domaine de l'État	659
Taxes, redevances et recettes assimilées	9 320
Intérêts des avances, prêts et dotations en capital	520
Retenues et cotisations sociales	595
Recettes provenant de l'extérieur	653
Opérations entre administrations et services publics	79
Divers	5 231
<b>Total des recettes non fiscales nettes (B)</b>	<b>26 956</b>

## RECETTES NETTES AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B) 292 689

## PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT

Prélèvements au profit des collectivités territoriales	49 451
Prélèvements au profit des Communautés européennes	18 696
<b>Total des prélèvements sur recettes (C)</b>	<b>68 147</b>

## FONDS DE CONCOURS (D) 4 249

## TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D) 228 791

## BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours) 1 864

## COMPTES SPÉCIAUX 149 355

## TOTAL GÉNÉRAL 380 010

### Pour mémoire

Outre les dépenses relatives aux missions inscrites au budget général de l'État, les recettes perçues par l'État (A+B) financent également les collectivités territoriales et l'Europe ; l'ensemble des dépenses financées au moyen des recettes dont l'État assure la perception s'élève donc à 448 157 M€ (380 010 M€ relatifs aux missions du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux, auxquels s'ajoutent, à hauteur de 68 147 M€, une part des dépenses des collectivités territoriales et de l'Europe).

# Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2007 (art. 52 de la loi de finances pour 2007)

en millions €

## BUDGET GÉNÉRAL

### RESSOURCES

Recettes fiscales brutes	342 193
<i>A déduire :</i>	
<i>Remboursements et dégrèvements</i>	<i>76 460</i>
<b>Total des recettes fiscales nettes</b>	<b>265 733</b>
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>26 956</b>
Recettes résultant de fonds de concours	4 249
<i>À déduire :</i>	
<i>Prélèvements au profit des collectivités territoriales et des Communautés européennes</i>	<i>68 147</i>
<b>Total des ressources nettes du budget général (A)</b>	<b>228 791</b>

### CHARGES

<b>Dépenses relatives aux missions</b>	<b>343 310</b>
Dépenses correspondant aux fonds de concours	4 249
<i>À déduire :</i>	
<i>Remboursements et dégrèvements</i>	<i>76 460</i>
<b>Total des charges nettes du budget général (B)</b>	<b>271 099</b>

**SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL ( C = A - B )** **-42 308**

## BUDGETS ANNEXES

Ressources (y compris fonds de concours)	1 864
Dépenses (y compris sur fonds de concours)	1 861
<b>Solde des budgets annexes (D) :</b>	<b>3</b>

## COMPTES SPÉCIAUX

### RESSOURCES

Ressources affectées (aux comptes d'affectation spéciale)	52 848
Remboursements des prêts et avances (comptes de concours financiers)	96 507
<b>Ressources des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers (E)</b>	<b>149 355</b>

### CHARGES

Dépenses relatives aux missions des comptes d'affectation spéciale	53 048
Dépenses relatives aux missions des comptes de concours financiers	96 300
Charge nette des comptes de commerce	-263
Charge nette des comptes d'opérations monétaires	-39
<b>Charges des comptes spéciaux (F)</b>	<b>149 046</b>

**SOLDE DES COMPTES SPÉCIAUX ( G = E - F )** **309**

**SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT ( C + D + G )** **-41 996**

# Crédits de paiement ouverts par mission en loi de finances initiale pour 2007\*

en millions €

## MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL

Action extérieure de l'État	2 258
Administration générale et territoriale de l'État	2 492
Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales	2 940
Aide publique au développement	3 103
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	3 841
Conseil et contrôle de l'État	468
Culture	2 688
Défense	36 251
Développement et régulation économiques	3 933
Direction de l'action du Gouvernement	528
Écologie et développement durable	635
Engagements financiers de l'État	40 863
Enseignement scolaire	58 982
Gestion et contrôle des finances publiques	8 900
Justice	6 255
Médias	501
Outre-mer	1 953
Politique des territoires	682
Pouvoirs publics	919
Provisions	75
Recherche et enseignement supérieur	21 284
Régimes sociaux et de retraite	4 981
Relations avec les collectivités territoriales	3 208
Remboursements et dégrèvements	76 460
Santé	429
Sécurité	15 703
Sécurité civile	428
Sécurité sanitaire	658
Solidarité et intégration	12 173
Sport, jeunesse et vie associative	785
Stratégie économique et pilotage des finances publiques	858
Transports	8 784
Travail et emploi	12 147
Ville et logement	7 145
<b>Total pour le budget général (A)</b>	<b>343 310</b>

## MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	1 643
Publications officielles et information administrative	197
<b>Total pour les budgets annexes (B)</b>	<b>1 840</b>

\* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués :

- d'autorisations d'engagement (AE) ;
- de crédits de paiement (CP).

Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2007, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.

en millions €

### MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale	530
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	140
Développement agricole et rural	98
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	500
Participations financières de l'État	5 000
Pensions	46 780
<b>Total pour les comptes d'affectation spéciale (C)</b>	<b>53 048</b>

### MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Accords monétaires internationaux	-
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	14 154
Avances à l'audiovisuel public	2 790
Avances aux collectivités territoriales	78 349
Prêts à des États étrangers	996
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	11
<b>Total pour les comptes de concours financiers (D)</b>	<b>96 300</b>

### TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D)

494 498

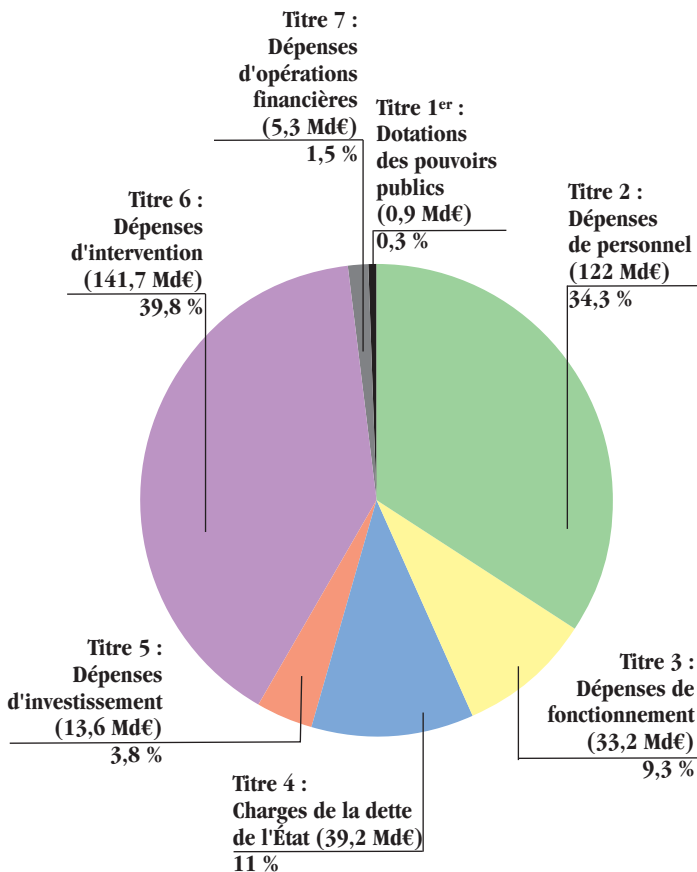
Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours	4 270
dont :	
- missions du budget général	4 249
- missions de budgets annexes	21

### TOTAL GÉNÉRAL (CP OUVERTS + CP PRÉVISIBLES SUR FONDS DE CONCOURS)

498 768

# Analyse des charges budgétaires de l'État par nature\*

Périmètre : budget général + comptes d'affectation spéciale  
(hors certaines dépenses de personnel du compte « Pensions »),  
soit 356 milliards d'euros de crédits de paiement au titre de 2007 \*\*



\* Selon les titres définis par l'article 5 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

\*\* 40,34 Md€ de crédits de pensions sont inscrits à la fois dans les missions du budget général et au compte d'affectation spéciale « Pensions » ; l'analyse porte donc sur une base de crédits éliminant le double compte :  
 $343,3 + 53 - 40,3 = 356$  Md€.

# Plafonds des autorisations d'emplois pour 2007

(sur la base de l'art. 57 de la loi de finances initiale pour 2007)\*

## BUDGET GÉNÉRAL

<b>Affaires étrangères</b>	16 463
<b>Agriculture</b>	38 253
<b>Culture</b>	12 137
<b>Défense et anciens combattants</b>	436 994
<i>Préparation et emploi des forces de la défense</i>	294 508
<i>Gendarmerie nationale</i>	102 101
<i>Emplois des autres programmes de la défense</i>	40 385
<b>Écologie</b>	3 775
<b>Économie, finances et industrie</b>	170 977
<i>Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</i>	129 083
<i>Emplois des autres programmes du Minéfi</i>	41 894
<b>Éducation nationale et recherche</b>	1 192 616
<i>Enseignement scolaire public du premier degré</i>	334 024
<i>Enseignement scolaire public du second degré</i>	472 358
<i>Enseignement privé du premier et du second degrés</i>	131 291
<i>Formations supérieures et recherche universitaire</i>	146 129
<i>Vie de l'élève</i>	79 959
<i>Emplois des autres programmes de l'éducation nationale et de la recherche</i>	28 855
<b>Emploi, cohésion sociale et logement</b>	13 820
<b>Équipement</b>	91 297
<b>Intérieur et collectivités territoriales</b>	187 997
<i>Police nationale</i>	149 965
<i>Administration territoriale</i>	30 228
<i>Emplois des autres programmes de l'Intérieur</i>	7 804
<b>Jeunesse et sports</b>	7 292
<b>Justice</b>	72 023
<b>Outre-mer</b>	4 895
<b>Santé et solidarités</b>	14 859
<b>Services du Premier ministre</b>	7 442
<b>Total pour le budget général</b>	2 270 840

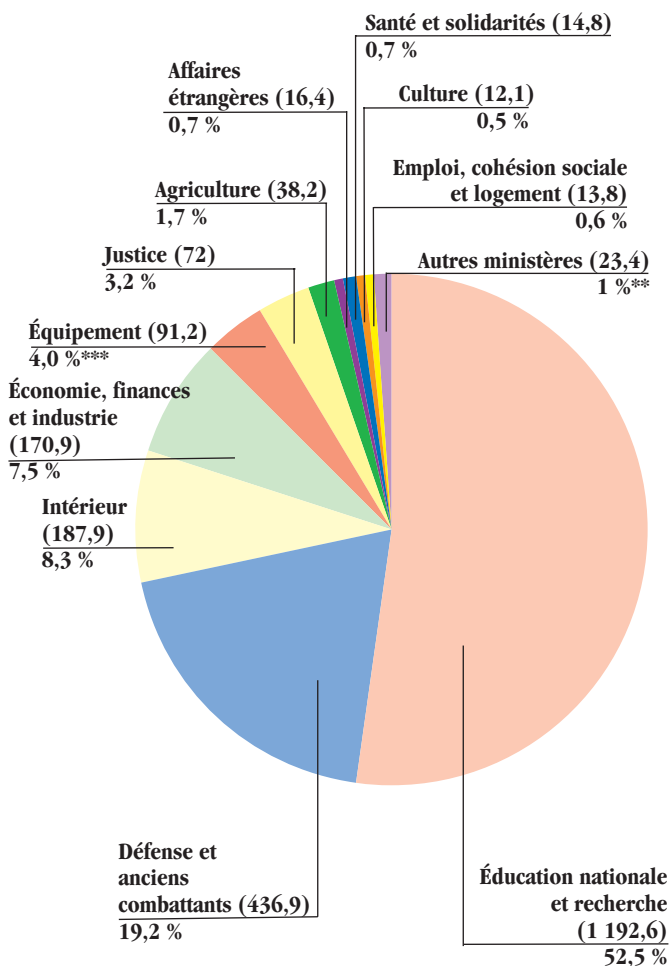
## BUDGETS ANNEXES

<b>Contrôle et exploitation aériens</b>	11 287
<b>Publications officielles et information administrative</b>	1 032
<b>Total pour les budgets annexes</b>	12 319

**TOTAL GÉNÉRAL** 2 283 159

\* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT) ; ils sont établis :  
- par ministère pour ce qui concerne le budget général ;  
- par budget annexe.

## Répartition des 2 271 milliers d'emplois de l'État autorisés pour 2007\*



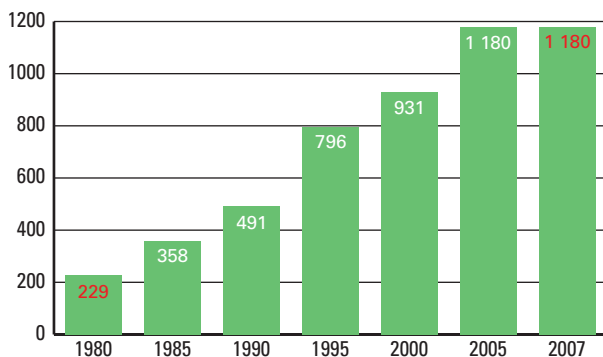
\* Nombre d'emplois par ministère exprimés en milliers d'équivalents temps plein travaillé (ETPT).

\*\* Services du Premier ministre, Jeunesse et sports, Outre-mer, Écologie.

\*\*\* Y compris les emplois du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ».

## Dette publique

### L'encours de la dette publique (en milliards d'euros\*)



En euros constants (c'est-à-dire en neutralisant l'effet de l'inflation), la dette publique a été multipliée par cinq en 25 ans.

Rapportée au produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire à la richesse nationale, la dette a triplé en 25 ans (elle atteignait 64,6 % du PIB fin 2006, contre 20,7 % fin 1980).

**La dette publique est la dette au sens du traité de Maastricht, c'est-à-dire qu'elle couvre la dette de toutes les administrations publiques** (État, administrations de sécurité sociale, administrations locales et organismes divers d'administration centrale).

### LES INTÉRÊTS CONCERNANT LA DETTE DE L'ÉTAT

La charge de la dette de l'État (**39 milliards d'euros prévus au budget 2007**) est inscrite au titre 4 du budget général ; il s'agit des intérêts versés chaque année aux détenteurs de cette dette.

\* En euros constants 2007 (pour neutralisation de l'inflation).

# Pour en savoir plus

■ **www.minefi.gouv.fr** le portail des sites internet du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

- un accès simplifié à toutes les informations et services interactifs proposés par le Minéfi : lois de finances, notices et formulaires relatifs aux marchés publics et à la fiscalité, rapports et études publiés par le ministère, indicateurs économiques, dossiers d'inscription aux concours ;
- plus de 100 entrées thématiques et toute l'actualité du Minéfi dès la page d'accueil ;
- des sites spécifiques : Minéfi au service des entreprises, Mission pour l'économie numérique, [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), etc. ;
- des entrées spécialisées par publics : artisans, commerçants, contribuables, élus, collectivités locales, étudiants, PME-PMI ;
- une version en mode texte pour faciliter la navigation des malvoyants.

■ **www.performance-publique.gouv.fr**

Ouvert en janvier 2006, le Forum de la performance développé par la direction du Budget, permet à tout citoyen de s'informer sur le coût des politiques publiques et la performance de l'action publique. Il permet de consulter les audits de modernisation et de découvrir les bonnes pratiques de gestion publique dans les autres pays. Il met à disposition des praticiens de la Lolf et de la gestion des politiques publiques l'ensemble des documents budgétaires, des guides de référence, des présentations et rapports relatifs à la nouvelle constitution budgétaire. Il permet également de retrouver la présentation, les missions, l'organigramme et les publications de la direction du Budget. Il propose enfin des outils pédagogiques : « Cyber-Budget », un jeu interactif qui permet de prendre virtuellement les commandes du budget de la France et « BudgetFlash » pour tout savoir sur le budget de l'État.

■ **Les Notes bleues de Bercy**

La revue de l'information économique, financière, fiscale et budgétaire du ministère.

- Une lettre numérique bimensuelle gratuite :  
[http://www.minefi.gouv.fr/notes\\_bleues/portail/sabonner.htm](http://www.minefi.gouv.fr/notes_bleues/portail/sabonner.htm)
- Une version papier sur abonnement payant :
  - tél. : 01 53 18 88 15 ;
  - télécopie : 01 53 18 36 41.

■ **Les publications du Minéfi**

Des ouvrages de référence faisant le point sur les activités et les services du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Le catalogue des publications peut être consulté sur le site [www.minefi.gouv.fr](http://www.minefi.gouv.fr) ou commandé par télécopie au 01 53 18 38 25.

■ **Le centre de documentation Économie-Finances (CEDEF)**

12, place du Bataillon du Pacifique 75572 Paris CEDEX 12 (métro Bercy)  
Information et consultation sur place des publications du Minéfi.  
Tél. : 01 53 18 72 00  
Télécopie : 01 53 18 36 39

---

**Pour vous procurer des exemplaires de ce dépliant**

**Par télécopie : 01 53 18 36 41**

**Par correspondance**

Service de la Communication,  
Bureau des Prestations de communication, télédéc 536  
139, rue de Bercy 75572 Paris CEDEX 12